

BELGIQUE - BELGIË

P.P. / P.B.

1099 BRUXELLES X

BC 10838

Autorisation de fermeture BC 10838

Bureau de dépôt: Bruxelles X

numéro d'agrément: P605065

frères des hommes
I N F O

Le climat dans tous ses états

Editorial: Le climat dans tous ses états

**Les changements climatiques au Nord
et au Sud**

**Quand le changement climatique condi-
tionne la vie de toute une communauté**

**Guatemala, pays maudit par les dieux
du climat**

**Brésil: des inondations meurtrières
dans le Nord-Est**

Opération 11.11.11

Frères des Hommes - Belgique asbl
Rue de Londres 18 - 1050 Bruxelles
02 512 97 94 - CCP 000-0792779-95

N°99

TRIMESTRIEL - NOVEMBRE 2010 - EDITION SPECIALE

EDITO

Le climat dans tous ses états

2010 se termine tout doucement... et cette année se referme sur une longue liste de catastrophes climatiques qui ont éprouvé des millions de gens à travers le monde. Les images dramatiques des inondations au Pakistan sont encore dans toutes les mémoires. Mais, en 2010, les intempéries ont fait d'autres victimes qui ont bénéficié d'une couverture médiatique beaucoup plus discrète, comme au Guatemala ou au Brésil. Il ne faut pas l'oublier. Nous avons voulu, dans ce numéro, rappeler que des populations restent encore désemparées un peu partout dans le monde, sans que les médias n'en fassent plus nécessairement écho.

Les articles et reportages sur le réchauffement de la planète et les changements climatiques se sont multipliés ces dernières années. Certains experts scientifiques, comme les membres du GIEC⁽¹⁾, se sont penchés sur la question, en tirant la sonnette d'alarme. Leur message est on ne peut plus clair: nous devons réagir dès maintenant! Et alors que certaines populations paient déjà le prix fort des dérèglements météorologiques, les consensus et mesures d'urgence tardent pourtant à apparaître sur la scène internationale. Derrière autant de tergiversations, il ne faut pas se leurrer, se profilent bon nombre d'intérêts financiers et commerciaux.

Pourtant, s'il existe bien un sujet sur lequel les habitants de la planète bleue ont intérêt à agir ensemble, s'il y a bien une problématique qui requiert une politique globale, s'il est bien un domaine où il faudra arriver à s'entendre, c'est celui-là car, on le sait, le climat ne connaît pas

de frontière. Et si nous n'y prenons davantage garde, les événements et les migrants climatiques se chargeront de nous le rappeler.

Si une action globale s'impose, elle n'exclut cependant pas des mesures à tous les échelons du pouvoir car certaines décisions politiques accentuent les effets dramatiques de ces catastrophes. En effet, l'urbanisation sauvage dans certaines régions ou encore l'octroi de concessions par certains Etats à des multinationales participant à la déforestation, par exemple, contribuent à aggraver l'ampleur des inondations. Mais changer les politiques implique parfois que nous devions changer également nos modes de vie et de consommation. Et sur ce point, c'est aussi à titre individuel que nous pouvons agir. Ainsi, les petits gestes pour économiser l'énergie, par exemple, ne sont pas à négliger. En fait, ce combat, c'est aussi le combat de chacun d'entre nous.

Si nous ne pouvions nous empêcher d'évoquer ces catastrophes, nous ne souhaitons pas faire l'impasse sur la solidarité qui s'est manifestée sur le terrain dans plusieurs pays. Au Guatemala et au Brésil, plusieurs de nos partenaires se sont mobilisés pour les victimes et leur apportent encore leur soutien à l'heure actuelle. Leur expérience, leur engagement et leur travail à long terme aux côtés de ces populations sont autant d'atouts pour les aider à se reconstruire. Chez Frères des Hommes, nous voulons croire en la capacité qu'ont les êtres humains à rebondir face à l'adversité. Le cas de la communauté de Guelakh au Sénégal que nous évoquons dans ce bulletin est l'un des exemples qui nous pousse à garder espoir. Et si nous y

croyons, c'est parce que nous croyons notamment en la solidarité.

A l'aube de 2011, toute l'équipe de Frères des Hommes vous souhaite donc une heureuse année. Une année solidaire!

Milena Merlino

(1) GIEC: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

Vœux et solidarité

Envoyer vos vœux à ceux qui vous sont chers tout en exprimant votre solidarité avec le Sud, c'est possible! Comme chaque année, Frères des Hommes lance sa campagne «carte de vœux» et vous propose 4 séries de jolies cartes. Si vous désirez recevoir notre dépliant les présentant, il vous suffit de téléphoner en nos bureaux à Marie-Christine Bavay au 02/512.97.94. Nous nous ferons un plaisir de vous le faire parvenir gratuitement. Vous pouvez aussi découvrir nos cartes en visitant notre site Internet: www.freresdeshommes.org et passer directement commande en ligne!

Rapport annuel 2009

Pour ceux qui veulent tout savoir sur la réalisation de nos projets en 2009, tant au Sud qu'au Nord, notre rapport annuel est disponible gratuitement en nos bureaux. Vous pouvez le demander à Marie-Christine Bavay en téléphonant au 02/512.97.94 ou par email: fdhbel@skynet.be ...ou encore le télécharger sur notre site Internet www.freresdeshommes.org!

Sommaire

Editorial p.2

Les changements climatiques au Nord et au Sud p.3-4

Quand le changement climatique conditionne la vie de toute une communauté p.5-6

Guatemala, pays maudit par les dieux du climat p.7

Brésil: des inondations meurtrières dans le Nord-Est p.8

Opération 11.11.11 P.8

Frères des Hommes - Info.

Le magazine d'information de Frères des Hommes Belgique asbl
Rue de Londres, 18 - 1050 Bruxelles
Tél: 02/512 97 94 - Fax: 02/511 47 61 - Courriel: fdhbel@skynet.be
banque de la Poste 000-0792779-95 www.freresdeshommes.org

Ont collaboré à ce numéro: l'équipe des permanents de Frères des Hommes

Coordination générale: Milena Merlino

Rédaction: Catherine Bruyère, Milena Merlino

Correcteur: Arlette Lenotte, Yves Barillot, Cecilia Díaz

Éditeur responsable: Yves Barillot - rue de Londres 18 - 1050 Bruxelles

© **Photos:** Frères des Hommes, Eric Brenard

Mise en page: ATELIER GRADE, Olivier Larose
Frères des Hommes-Info est imprimé chez Gillis à Bruxelles

Frères des Hommes en Europe est constitué de Frères des Hommes en France, Belgique et au Luxembourg ainsi que de Fratelli dell'Uomo (Italie)

Avec le soutien de la DGD
(Direction Générale au Développement)

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

Tous droits de reproduction par quelque procédé que ce soit de traduction et/ou d'adaptation, réservés pour tous pays sauf accord préalable écrit de l'éditeur.

Les changements climatiques au Nord et au Sud

par Catherine Bruyère



L'été 2010 a été particulièrement violent au niveau climatique dans de nombreuses régions du monde. En effet, la Russie a été victime d'incendies gigantesques amplifiés par une vague de chaleur sans précédent; le Pakistan vient de subir la pire catastrophe naturelle de l'histoire du pays à cause de fortes pluies; des inondations mortelles ont touché l'Europe centrale et surtout la Chine et l'Inde. Parmi les articles parus dans les journaux, on apprend que la température de l'air dans l'Antarctique a augmenté deux fois plus vite que la moyenne mondiale, que les îles du Pacifique sont en péril face à la montée des océans et que la biodiversité de la mer Méditerranée est très menacée.

Ces constats ainsi que la fréquence de ces catastrophes naturelles nous amènent à nous interroger sur le dérèglement climatique annoncé par les scientifiques. En 2007, le rapport des experts du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) révélait que la température mondiale s'élevait, que les précipitations violentes augmentaient par endroits et diminuaient dans les régions sèches, et que les cyclones et les tempêtes s'intensifiaient⁽¹⁾.

Le GIEC attribue aux activités humaines une influence prépondérante sur les changements climatiques observés, influence directe (émissions de gaz à effet de serre) et indirecte (urbanisation, défo-

restation, agriculture intensive).

Les plus pauvres, les plus affectés

La planète entière est touchée par ce changement climatique, mais il ne serait pas vécu de la même façon sur les différents continents. En Afrique, d'ici 2020, 75 à 250 millions de personnes

auraient des difficultés à s'approvisionner en eau et en nourriture⁽²⁾. L'Afrique est en effet très vulnérable en raison de sa faible capacité d'adaptation.

En Asie, de fortes inondations altéreraient les ressources d'eau (près de 750 millions de personnes affectées)⁽³⁾, les rendements décroissants de l'agriculture pourraient provoquer des famines et la température en hausse des eaux risquerait de favoriser la prolifération des maladies.

Les Australiens rencontreraient les mêmes problèmes de ressources d'eau potable et d'inondations, ainsi que davantage de sécheresse et incendies. Cependant, le développement économique et les capacités techniques et scientifiques permettraient au pays de ne pas trop souffrir des changements.

Les inondations, la fonte des neiges, la sécheresse, les vagues de chaleur perturberaient également l'Europe mais celle-ci a, dans une certaine mesure, les moyens de lutter contre les catastrophes naturelles.

Les forêts tropicales d'Amérique latine seraient remplacées par la savane, provoquant une grande perte de la biodiversité. La désertification et salinisation des sols anéantiraient une grande partie des terres agricoles entraînant une insécurité alimentaire. La déforestation massive empirerait la situation. Certains pays font des efforts pour

s'adapter mais il y a beaucoup de lacunes.

Enfin l'Amérique du Nord serait frappée par les mêmes problèmes d'inondations, vagues de chaleurs, feux, entraves à la productivité. Elle s'y prépare, mais pas suffisamment ni régulièrement⁽⁴⁾.

Le chef de la convention de l'ONU contre la désertification, Luc Gnacadja, a déclaré mercredi 18 août 2010: «Ceux qui sont le plus vulnérables aux changements climatiques sont ceux qui vivent dans les zones sèches du globe». Les terres sèches et les déserts hébergent un habitant sur trois dans le monde, soit 2,1 milliards de personnes, dont 90% vivent dans des pays en voie de développement⁽⁵⁾. On estime à plus de 800 millions le nombre de personnes en danger imminent à cause de la désertification (au Sahel et en Asie du Sud), à 200 millions celles menacées par la surexploitation des forêts tropicales (en Amazonie et en Afrique tropicale)⁽⁶⁾.

Unir les efforts...malgré tout!

La communauté internationale s'est déjà plusieurs fois réunie pour tenter de trouver des solutions pratiques afin de réduire un maximum le réchauffement. Il y a un consensus autour de la nécessité impérieuse de diminuer la pollution. Cependant, au niveau de l'action à moyen terme, les conflits d'intérêts entre pays bloquent quasiment toute action. La question de la répartition d'un tel effort est une question politique et non scientifique. Souvent, à ce propos, Nord contre Sud, et notamment pays industrialisés et pays émergents se font face⁽⁷⁾.

Les pays en développement sont ceux qui souffriront le plus du changement climatique en raison de leur situation géographique (souvent dans les régions sèches ou menacées par les inondations) et de leurs faibles moyens, alors que la plus grande responsabilité historique

(1) Quatrième rapport du GIEC, «Bilan 2007 des changements climatiques», Genève, 2007 http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf

(2) idem

(3) G. DIXON et C. BRANDMEIR, «Changement climatique et souveraineté alimentaire», revue MIJARC janvier 2008, Bruxelles.

(4) Quatrième rapport du GIEC, «Bilan 2007 des changements climatiques – Impact, adaptation et vulnérabilité», Genève, 2007 http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf

(5) La Libre Belgique 20/08/2010 «Les plus vulnérables vivent en zone sèche» <http://www.lalibre.be/archives/divers/article/603727/breves.html>

(6) ALLEMAND, Sylvain, Les paradoxes du développement durable, Paris, Le Cavalier Bleu Editions, 2007, pp.16-17

(7) M. SENOUCI, «Le changement climatique entre sciences et politique», 7 janvier 2010 <http://blog.monde-diplome.net/2010-01-07-Le-changement-climatique-entre-science-et>



revient aux pays industrialisés: on estime en effet que ces derniers ont produit 80% des émissions passées de gaz à effet de serre. C'est pourquoi, les principales victimes rechignent à s'engager dans la voie de la diminution des émissions polluantes⁸.

Même si l'Inde et la Chine font partie des cinq plus gros pollueurs mondiaux, elles restent loin derrière les pays développés au niveau des émissions par habitant. Quant à l'Afrique, qui serait très touchée par le changement climatique, elle n'est responsable que de 4% des émissions mondiales⁹.

Les pays en développement, particulièrement les émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) refusent de voir contrarié leur essor et veulent que les responsables paient pour les dégâts causés en les aidant à s'adapter aux changements¹⁰. Lors de la conférence de Copenhague sur le climat en 2009, le Japon, l'Union Européenne et les Etats-Unis promirent 30 milliards de dollars sur trois ans pour aider les plus faibles à résister aux changements climatiques, alors que les besoins sont estimés à 100 milliards par an¹¹. Tant qu'un engagement de la part des pays industrialisés dans la lutte contre le réchauffement climatique ne sera pas effectif, les pays en développement refuseront de participer aux efforts¹².

Pourtant, la participation de ces derniers est cruciale. La demande d'énergie y est croissante: 30% de la consommation mondiale en 2000, à 43% en 2030 - soit un taux de croissance annuelle de 3%. Leur consommation énergétique aug-

mente trois fois plus vite qu'ailleurs. En conséquence, s'il n'y a pas de changement de politique, l'Agence Internationale de l'Énergie prévoit que la part des pays en développement en émission de CO² pourrait atteindre jusqu'à environ 50% en 2030. Les deux tiers de la croissance des émissions mondiales proviendront de ces pays¹³.

Réflexions autour des solutions

Une des solutions permettant de lutter contre le changement climatique est le recours aux énergies renouvelables.

Celles-ci apparaissent aujourd'hui comme un moyen d'évoluer économiquement, dans un esprit durable, en améliorant le niveau de vie des personnes actuellement privées d'électricité, de gaz ou d'eau chaude. Les pays en développement pourraient, de plus, exploiter leurs propres ressources, sans les épuiser. En effet, la plupart possèdent soit de grandes étendues aptes à accueillir des éoliennes, soit un ensoleillement important, soit des ressources en biomasse.

Certains gouvernements ont déjà compris les avantages d'investir dans les énergies renouvelables. D'après Seghier, «La part des pays en développement dans les investissements pour les énergies renouvelables est en hausse: 21% du total mondial en 2006, contre 15% en 2004. La Chine a investi à hauteur de 9% du total, surtout dans le secteur de l'éolien et de la biomasse, suivie par l'Inde, l'Amérique latine, tandis que l'Afrique sub-saharienne est restée en retrait des autres régions¹⁴.»

Toutefois, une clarification essentielle s'impose sur ce point. En effet, le pays en développement considéré actuellement comme le plus fourni en énergies renouvelables est le Brésil. Mais s'il figure en haut du classement, c'est parce qu'il utilise beaucoup de bois de chauffe et des

agrocarburants. Ensuite viennent la Chine puis l'Indonésie¹⁵. Or, on aurait tort de considérer ces scores comme synonymes de progrès social et écologique. La production de bois de chauffe et des agrocarburants est fortement critiquée et dénoncée en tant qu'activité destructrice menant à la déforestation et à l'insécurité alimentaire. L'option des agrocarburants entraîne de sévères dangers pour la sécurité alimentaire et l'environnement, raison pour laquelle beaucoup d'ONG et de mouvements au Nord comme au Sud s'opposent à cette option. Oui aux énergies renouvelables, mais pas n'importe lesquelles!

Ne pas négliger l'impact des actions individuelles

Ce manque de réponse adéquate aux problèmes environnementaux ne doit pas nous décourager. Comprendre les conflits d'intérêts, remettre en question les solutions généralement acceptées, se rendre compte des injustices creusées par le changement climatique, cela nous pousse à une vue plus critique et globale sur les différents enjeux liés à l'environnement. La définition de politiques globales sur la question est urgente. Mais loin de ne concerner que les gouvernements, nous sommes aussi tous impliqués, nous avons un impact sur la nature. Nous consommons trop de ressources naturelles et d'énergie. En effet, un habitant des pays développés a en moyenne une empreinte écologique telle que si tout le monde consommait de la même façon, il faudrait entre 3 et 5 planètes pour subvenir à nos besoins. Au lieu de chercher à tout prix à maintenir notre mode de vie, en dépit du reste du monde, nous devrions envisager de réduire notre consommation¹⁶. Acheter des produits locaux et de saison, baisser la température et mettre un pull, tenter le co-voiturage ou utiliser du papier recyclé sont autant de petits gestes qui soulagent notre belle Terre¹⁷.

(8) D. MILLET, O. RAGUENEAU, «Changement climatique et dette du Sud: un peu d'artim'éthique», 18 janvier 2008, sur le site du CADTM, <http://www.cadtm.org/Changement-climatique-et-dette-du>

(9) M. SENOUCI, «Le changement climatique entre sciences et politique», 7 janvier 2010 <http://blog.mondediplo.net/2010-01-07-Le-changement-climatique-entre-science-et>

(10) CETRI, «Changements climatiques. Impasses et perspectives», juin 2006, <http://www.cetri.be/spip.php?rubrique30>

(11) M. SENOUCI, «Le changement climatique entre sciences et politique», 7 janvier 2010 <http://blog.mondediplo.net/2010-01-07-Le-changement-climatique-entre-science-et>

(12) J.-P. VAN YPERSELE, «L'injustice fondamentale des changements climatiques», pour le CETRI, juin 2006 <http://www.cetri.be/spip.php?article125&lang=fr>

(13) C. PHILIBERT et F. CATTIER, «L'énergie dans les pays en développement: le scénario de l'AIE»,

septembre 2004 http://www.x-environnement.org/index.php?option=com_content&view=article&id=54%3Aenergieenvironnement&catid=36%3Ajaune-rouge&Itemid=41&limitstart=8

(14) SEGHIER, C., «Les investissements dans les ENR atteignent le chiffre-record de 100 milliards de dollars en 2006», 2007, http://www.actu-environnement.com/ae/news/print_news.php?id=2931

(15) UNEP «Global Trends in Sustainable Energy Investment 2007», http://www.unep.fr/shared/docs/publications/SEFI_report.pdf

(16) L'empreinte écologique estime la surface de terre productive nécessaire pour produire les matières premières et l'énergie que l'on consomme.

Elle révèle l'influence d'un certain mode de vie sur la planète

(17) Vous pourrez calculer votre empreinte écologique et trouver des pistes d'action pour la réduire sur le site du WWF: <http://wwf-footprint.be/fr/>

Quand le changement climatique conditionne la vie de toute une communauté

Par Milena Merlino, Frères des Hommes

Guelakh fait partie de l'arrondissement de Rao, dans la région de St Louis au Nord du Sénégal. Au fil des années, ce projet soutenu par Frères des Hommes a progressivement changé de visage. Initié par le «Groupement des Jeunes Éleveurs de Guelakh» fondé par Doudou Sow et son cousin Ousmane, il a vu le jour, comme bien souvent, par nécessité. En effet, la sécheresse qui a sévi durant les années '70 dans



Rien ne se perd! La paille de riz sert dans l'alimentation des animaux

cette région frappée par un climat sahélien a eu raison de l'organisation de toute une communauté. Lors de leur passage à Bruxelles, Frères des Hommes a accueilli Doudou Sow et Yero Sognane, membre de l'Interprofession des Agro-Pasteurs de Rao. L'occasion de retracer l'histoire de ce projet.

«Avant les années '70, c'était vraiment vert à Guelakh. D'après les anciens, les pluies apportaient autour de 600 mm d'eau, le double de ce dont bénéficie la région actuellement» raconte Doudou Sow. Et Yero Sognane d'ajouter: «Le climat permettait alors la formation d'un tapis herbacé, l'environnement était assez clément, favorisant l'élevage extensif. Mais en raison de la sécheresse des années '70, le peuple peuhl auquel nous appartenons a perdu son cheptel, l'élevage extensif a été interrompu et 80% des plantes ont disparu. Le climat et la nature ont changé, il n'y avait pratiquement plus d'arbres». Une situation qui a poussé ce peuple, traditionnellement nomade, à se sédentariser.

Pendant ces dures années, une partie de la population a quitté le village, espérant gagner des horizons meilleurs. Certains éleveurs sont néanmoins restés, décidés à vaincre l'adversité. Ceux-là même qui ont fait émerger le projet actuel de cette terre aride.

Aujourd'hui, Guelakh a bien changé puisque 17 fermes se sont développées dans la région s'inspirant du modèle du

centre initialement développé à Salamata par Doudou et Ousmane. Sédentarisée, la population a allié l'agriculture à l'élevage et chaque habitant dispose à présent d'un hectare pour la stabulation des animaux et la production de fumier utilisé pour le compostage. «L'élevage, c'est l'or de l'agriculture car on peut obtenir le compost nécessaire pour pratiquer l'agriculture biologique! Nous essayons aussi de lutter contre les engrais chimiques et les pesticides qui nous sont imposés par les multinationales» dit Doudou.

Avant tout, préserver la nature!

Dès le début et pour lutter contre l'avancée du désert, la population a été contrainte à s'organiser. Un comité de vigilance composé de représentants d'organisations paysannes et des chefs de villages a été mis sur pied, notamment pour travailler à la préservation de la nature et lutter contre les coupes sauvages de bois de chauffe. Cette pratique est maintenant interdite. Ces comités font également de la sensibilisation auprès des habitants.

En outre, hommes et femmes travaillent conjointement au reboisement. Des pépinières ont été développées à raison d'un hectare par famille. «La seule manière de lutter contre l'érosion, c'est de fixer la terre au moyen des arbres que nous produisons et replantons», dit Doudou. Le résultat est là: aujourd'hui, la région est pourvue de 40 à 50 ha de forêts.

L'eau, elle aussi, est gérée avec la plus grande attention. Après tout, les plus anciens habitants de Guelakh en connaissent la valeur pour avoir manqué de cette précieuse ressource durant la période de sécheresse. L'eau utilisée pour l'alimentation est tirée de forages. A certains endroits, les puits font l'objet d'une gestion familiale; alors qu'à d'autres, c'est la communauté qui s'en charge au travers d'un comité de gestion.

Souveraineté alimentaire et lutte contre la pauvreté

Lutter contre la destruction de l'environnement, c'est aussi lutter contre la pauvreté. «La pauvreté accentue la destruction de l'environnement parce que quand on est pauvre, on ne peut pas se payer le luxe d'avoir des fours électriques pour préparer les repas! Par conséquent, on est obligé d'aller couper du bois, explique Doudou. En plus, le pauvre s'approvisionne au jour le jour, raison pour laquelle on voit moins de poubelles dans les quartiers des riches en Afrique. Le riche, par exemple, peut s'acheter à la fin du mois une grande quantité de riz dans un sac, un paquet de sucre, et ainsi de suite. Alors que le pauvre, lui, doit chaque jour acheter à la boutique 25 francs de café emballé dans un sachet, 10 francs de sucre dans un autre sachet, etc. Tous ces emballages qui ne se dégradent pas, se transforment en déchets et peu à peu, les poubelles s'accumulent. Et les seules à bénéficier de cette situation, ce sont les usines produisant ces emballages!».

A Guelakh, la lutte contre la pauvreté sous-tend toutes les initiatives. C'est pour cette raison que la sécurité alimentaire est en permanence au cœur des préoccupations et que l'on veille à ce que l'autosuffisance s'inscrive durablement dans la mentalité des populations. La riziculture, entre autres, pratiquée grâce à l'irrigation à partir du bras d'un bras du fleuve Sénégal, le Ndiassew, répond à cet objectif. Et une fois les récoltes terminées, les déchets (les tiges, etc), paille de riz, constituent la nourriture des animaux. Ici, rien ne se perd!

Les ingrédients de la recette Guelakh

D'abord, ne pas brûler les étapes

Depuis les origines du projet, Doudou a toujours insisté sur la nécessité de faire les choses pas à pas, de maîtriser une étape avant de passer à la suivante.

Dans un premier temps, la priorité a été de veiller à ce que la population puisse manger à sa faim, raison pour laquelle l'activité agricole a été développée. Dans la foulée, le maraîchage a débuté, de même que des efforts ont été entrepris pour diversifier les récoltes. Ensuite, on a promu la stabulation, de même que la transformation de produits, comme le fromage de chèvres. «Mais il était temps alors de s'attaquer à la racine de certains problèmes, ajoute Doudou. L'éducation est ainsi apparue comme une étape incontournable. Une école communautaire de base a été mise sur pied et est devenue ensuite une véritable école publique. Il fallait à la fois développer des activités sociales et économiques. En matière d'activités sociales, nous avons lancé des formations techniques; des cases de santé ont vu le jour... Ces projets étaient essentiels pour fixer la population. Mais nous ne pouvions négliger le volet économique au risque d'affaiblir le pouvoir d'achat de la population qui aurait alors cherché à gagner la ville pour échapper à la pauvreté». En d'autres mots, la volonté était de se lancer dans un véritable projet de société et non pas de se focaliser sur un secteur spécifique, agricole ou autre.

Ne pas copier, mais s'inspirer et adapter

Aujourd'hui, l'expérience Guelakh est appelée à se répéter ailleurs. Pour ce faire, un internat a été ouvert sur le site et accueille des jeunes qui reçoivent une formation 4 ans durant afin de devenir des moteurs pour leur propre communauté. «Nous n'attendons pas de ces jeunes qu'ils répètent et reproduisent ce que nous avons fait à Guelakh, précise Doudou. Face à son environnement, le jeune doit réagir conformément aux 'armes' locales». Et se référant aux raisons qui l'ont amené à se déplacer lui-même en Europe, il ajoute: «C'est comme pour nous qui sommes aujourd'hui en visite en Belgique. Nous ne sommes pas venus pour copier ce que

nous avons vu ici, mais plutôt pour nous en inspirer. Tout est intéressant en soi: si nous voyons des choses qui semblent irréalisables chez nous, ce n'est pas pour autant que ce n'est pas utile d'en prendre connaissance. Tout ce que nous découvrons ici peut se transformer en leçon pour nous. On peut se dire: 'Tiens, ils sont arrivés là parce qu'ils ont fait tel mauvais choix. Est-ce que nous devons faire la même chose ?'».

Indispensable autonomie!

L'un des mots-clés de la construction de Guelakh est sans doute «autonomie». Doudou s'en explique: «Nous insistons beaucoup sur l'autonomie sans quoi on peut nous 'parachuter' n'importe quel projet. Lorsqu'un sympathisant français nous a proposé d'introduire l'énergie solaire à Guelakh, nous nous y sommes opposés dans un premier temps, exigeant une formation préalable pour la maintenance des équipements. Sans le développement de cette compétence, c'était tout le projet qui risquait de s'effondrer. Une fois la formation terminée, nous nous sommes dit: 'Maintenant, c'est possible!' et aujourd'hui, Guelakh est alimenté par l'énergie solaire. Nous n'avons pas toujours besoin de main-d'œuvre extérieure. Nous ne comptons pas toujours sur le robinet ouvert de l'extérieur. Parce que le jour où le robinet se ferme, le projet aussi!».

Rendement économique...mais aussi social, écologique et pédagogique

Mais au-delà de l'autonomie, d'autres dimensions apparaissent comme essentielles. Il ne faut pas négliger l'aspect économique et la dimension de rendement, de profit. Et Doudou d'ajouter: «Mais pour nous, le mot «rendement» a été décliné de différentes façons. Quand on veut mettre un projet rentable sur pied, il faut se dire qu'il doit d'abord être rentable socialement. Mais il faut aussi qu'il soit écologiquement et économiquement rentable. Enfin, le dernier aspect concerne la pédagogie: l'action doit avoir une dimension pédagogique. Cette philosophie explique comment nous avons pu partir d'un tout petit hameau, pour toucher ensuite un village, puis plusieurs communautés rurales...et qui sait ? Peut-être un jour cette dynamique se reproduira-t-elle dans toute la région de St Louis».

Etre autonomes, mais pas isolés!

Nouer des partenariats a été essentiel

pour mener à bien l'expérience Guelakh. «Ce n'est pas pour rien que nous travaillons avec Frères des Hommes, avance-t-il. C'est parce qu'on a trouvé là un interlocuteur fiable qui peut nous propulser. Et je ne parle pas ici que du soutien financier. L'argent n'est pas tout!». Outre l'apport financier, Frères des Hommes a en effet également permis à des responsables et membres du projet Guelakh de découvrir les pratiques d'acteurs similaires en Belgique. Ainsi, leur visite à la Ferme Morenfayt dans la province du Hainaut a été l'occasion de participer à un atelier pratique sur la fabrication du fromage de vache et du beurre biologiques. A la ferme du Hayon, dans le Sud de la Belgique, la discussion a porté sur l'élevage et l'agriculture biologique. La participation à la foire de Libramont a été l'occasion de nouer des contacts avec plusieurs fermiers du Nord.

Guelakh et l'Afrique à leur rythme

Et lorsque je demande à mes interlocuteurs quel regard ils posent sur nos sociétés du Nord, ils avancent des réponses très pertinentes. Yero prend la parole en premier lieu: «La différence est très grande entre votre société de consommation et la nôtre. Beaucoup de gens disent que par comparaison, nous sommes en retard. Mais, vous avez mis du temps pour arriver là où vous êtes arrivés. Or, nos Etats n'ont que 50 ans d'indépendance au plus et par le passé, nous avons également connu énormément de choses qui ont fait que notre développement a été retardé: il y a d'abord eu l'esclavage pendant plus de deux siècles, la colonisation... Nous sommes autonomes depuis peu!» et Doudou de conclure: «Cela dépend de ce que l'on appelle 'développement'! Si le développement, c'est la société de consommation, je ne veux pas me développer. Et si c'est ça être riche, je veux pas non plus être riche. Parce que pour moi, la plus grande richesse, c'est le temps. Si je n'ai pas le temps de vivre, si j'ai seulement le temps de 'courir après', je préfère alors être pauvre chez moi. C'est vrai que dans certains domaines, vous nous avez devancés. Beaucoup de choses peuvent nous inspirer, sans quoi nous ne serions pas ici pour les découvrir. Mais en voyant tout cela, je me dis que nous avons aussi beaucoup de pièges à éviter!»



Guatemala, pays maudit par les dieux du climat ?

Par Milena Merlino



reconstruit, c'était parfois en dépit du bon sens et dans des zones à risques. En outre, la prévention face à de tels désastres fait encore trop fortement défaut, surtout au niveau local.

Les atteintes portées à l'environnement sont également pointées du doigt comme facteur multiplicateur de risques dans la région. Si la nature elle-même subit les dévastations des tempêtes et ouragans, la main de l'homme a également contribué à la malmener par la déforestation (alors que certaines régions du pays sont d'une biodiversité riche et rare). Forêts, mangroves et marais constituent pourtant autant de protections naturelles pour les côtes et leur disparition génère des inondations plus importantes.

Au Guatemala, certains avaient tout perdu en 1998 lors du passage de l'ouragan Mitch: maison, cultures... Et pire encore, parfois un proche ou même plusieurs. Patiemment, ils avaient tenté de reconstruire leur vie. Mais voilà que la tempête Agatha qui s'est abattue sur le pays à la fin du mois de mai 2010 a semé à son tour mort et désolation. Salomé Ortiz qui vit dans la municipalité de Los Amates, Département d'Izabal, figure parmi ceux qui ont tout perdu pour la deuxième fois¹.

Manifestement, l'histoire nous apprend que les mots peuvent surprendre. Alors que Mitch était classé «ouragan de force 5», la «tempête» Agatha a paradoxalement causé bien plus de dégâts aux habitations (10.439 maisons détruites par Agatha pour 6.000 par Mitch). Le nombre de morts est quasiment identique (270 lors du passage d'Agatha et 268 décès provoqués par Mitch). Toutefois, la tempête Agatha n'a fait que (trop) peu parler d'elle dans notre presse. Parfois un simple entrefilet dans certains de nos journaux à grand tirage. Une injustice fondamentale.

Pourtant, le Guatemala a été reconnu par les Nations unies comme un des 10 pays

les plus vulnérables du monde. Exposé aux ouragans de l'Atlantique et aux tempêtes tropicales du Pacifique, il cumule en outre divers facteurs qui accentuent sa fragilité. Le gouvernement d'Alvaro Colom a défini une politique nationale de changement climatique. En effet, le phénomène «La Niña» caractérisé par des températures froides, perdurables et une intensification des vents affecte régulièrement l'Amérique centrale et les prévisions indiquent que ses effets se poursuivront jusque durant les premiers mois de 2011 dans la région. En septembre, à nouveau, des pluies continues ont provoqué inondations et glissements de terrain, causant la mort de 46 personnes et affectant 51.249 personnes² dans plusieurs départements.

Mais à ces causes climatiques s'ajoute une capacité lente de reconstruction du pays. Après Mitch, ce sont les tempêtes Stan (2005) et Agatha qui ont éprouvé le Guatemala, entrecoupées parfois par des périodes de sécheresse intense. Entre chacun de ces épisodes dramatiques, la reconstruction n'a pas pu être finalisée et beaucoup de gens ont continué à vivre dans une grande précarité: trop peu d'argent investi par rapport aux dégâts, voire des budgets mal utilisés. Et là où l'on a

Après le passage d'Agatha, le montant estimé pour reconstruire le pays s'élève à plus de USD 62 millions. Et si les images du désastre ont disparu de nos petits écrans et que le silence de nos médias perdure, la population continue à faire face aux conséquences de ces tempêtes. La souveraineté alimentaire est clairement menacée, dans un pays où des cas de famine se présentent régulièrement. Les cultures de maïs, de haricots et plus généralement de fruits et légumes ont été fortement affectées, de même que les produits agricoles destinés à la commercialisation comme le café.

Au-delà de l'aide d'urgence, le travail de nos partenaires guatémaltèques, Serjus (Services Juridiques et Sociaux) et le CUC (Comité d'Unité Paysanne), reste capital afin d'aider les populations des campagnes à se reconstruire et à lutter contre cette aggravation de la pauvreté qui les menace. En effet, leur investissement à long terme aux côtés des paysans guatémaltèques représente parfois le seul espoir pour ceux qui ont tout perdu et qui ne font pas la Une dans les journaux.

1) *El Periodico, Guatemala, 19 septembre 2010*
2) *Alerte sobre la seguridad alimentaria, USAID, septembre 2010*

Brésil: des inondations meurtrières dans le Nord-Est Notre partenaire, le Mouvement des Sans Terre, se mobilise



Au mois de juin dernier, des pluies torrentielles se sont abattues sur le Nord-Est du Brésil, faisant 41 morts et plus de 1.000 disparus. Le Mouvement des Sans Terre nous a fait part de l'ampleur du désastre dans la seule région de la Mata Sul de Pernambuco et d'Alagoas. En outre, notre partenaire a mobilisé une «Brigade de Solidarité» pour venir en aide aux sinistrés. Il y a 10 ans, des inondations avaient déjà détruit maisons, commerces, plantations, infrastructures dans plusieurs villes de cette zone. Mais cette fois, les pluies ont été bien plus ravageuses.

«Pourquoi les pluies de cette année ont-elles occasionné tant de destructions ?». Telle est la question qu'a posée un militant de la Brigade de Solidarité Che Guevara du Mouvement des Sans Terre. Les enfants d'un refuge de la ville d'Agua

Preta, Zone de Mata Sul de Pernambuco, ont répondu presque tous en chœur: «C'était un châtiment de Dieu?»

Châtiment de Dieu ou des hommes? Certes, le climat de la région est chaud et humide, avec beaucoup de pluies durant l'hiver. En raison du réchauffement de l'Océan Atlantique, le climat change et génère des précipitations de plus en plus fortes au fil des années. Mais est-ce la seule raison qui explique une telle catastrophe? Pas si sûr!

Avec le temps, la monoculture de la canne à sucre a transformé la «Zona da Mata» en une des régions les plus pauvres du pays. Les forêts ont disparu au profit de ce type de cultures; et les habitants, sans travail, sans terre pour vivre et semer, sans alternative économique, ont été repoussés vers «les zones à risques» des villes. Sans ces arbres qui constituaient des barrières naturelles, les fleuves et rivières alimentés par les pluies torrentielles sont sortis de leur lit, provoquant de terribles destructions.

Dans l'Etat de Pernambuco, on a dénombré 20 morts, plus de 26.000 personnes sans abri et 55.000 ayant été contraintes à abandonner leur domicile. Selon les derniers chiffres du gouvernement de cet Etat, 68 municipalités ont

été touchées. Rien qu'à Agua Preta, 41,4%, soit pratiquement la moitié de la population, n'a plus de toit. Dans cette ville, 793 maisons ont été détruites et un mois après les premières crues, 226 familles étaient toujours réparties dans 12 refuges.

Face à tant de destruction, le MST a convoqué ses militants, infirmiers et médecins formés à Cuba pour aider les victimes de cette catastrophe. A ceux-ci se sont ajoutés des médecins et professionnels de la santé liés à l'Université de Pernambuco. Ensemble, ils ont formé la «Brigade de Solidarité Che Guevara».

Dans un premier temps, la brigade a travaillé à l'aide d'urgence, déblayant et nettoyant les rues et les écoles, apportant une aide médicale aux familles. Par la suite, son travail s'est concentré sur l'organisation des familles qui se trouvaient dans les refuges, l'hébergement des populations des zones rurales, l'éducation à la santé et la réorganisation de l'attention primaire de santé dans la municipalité.

Le travail de la Brigade Che Guevara s'est officiellement terminé le 12 août, mais le MST continue à travailler avec les populations rurale et urbaine afin qu'elles identifient leurs propres solutions et qu'elles puissent œuvrer à leur mise en place.

OPERATION 11.11.11:

AVEC LE SUD POUR NE PAS PERDRE LE NORD



Pour vaincre la pauvreté, il faut en combattre les causes!

En septembre 2000, les Nations unies ont défini 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) pour réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. Mais dix ans plus tard, malgré quelques avancées, on en est loin: un enfant meurt de faim dans le monde toutes les 5 secondes et de diarrhée toutes les 17 secondes, une personne sur trois dans le monde a des carences en micronutriments, une personne sur quatre vit avec moins d'un euro par jour, une personne sur cinq n'a pas accès à l'eau potable et une personne sur trois n'a

pas accès à l'assainissement. L'impact des crises financière, climatique et alimentaire de ces dernières années n'a fait qu'aggraver cette situation inacceptable!

Il est temps de passer des paroles aux actes!

Pour éradiquer la pauvreté dans le monde, il faut repenser notre modèle de développement et soutenir les citoyens qui, dans le Sud, se mobilisent pour garantir les droits humains fondamentaux.

- Refonder les politiques de développement pour mettre fin à l'économie-casino, diminuer les émissions de gaz à effet de serre, nourrir la planète et garantir un travail décent à tous les citoyens du monde.
- Renforcer la coopération internationale pour soutenir dans le Sud des projets concrets de développement en matière de santé, d'éducation, d'agriculture durable et d'accès à l'eau potable.